

L'État français, l'Insee et son dépliant

Pour corser l'affaire, un petit dépliant, en trois volets, accompagne cette lettre.

Constatation : le premier volet de ce dépliant est du niveau CE (Cours Élémentaire 1^{ère} année) de l'école primaire.

Question/Réponse :

« Pourquoi cette enquête ?

Cette enquête s'inscrit dans le cadre des enquêtes « **Cadre de vie et Sécurité** » réalisées en métropole depuis 2007 par l'Insee, en partenariat avec l'Observatoire National de la Délinquance et des Réponses Pénales (ONDRP). »

2007... Cette année-là, Nicolas Sarkozy arrivait à la présidence de la république française, suite à un financement de sa campagne – qui n'a toujours pas été élucidé 8 ans après – dont une part considérable aurait été assurée par le peuple libyen. Vers la fin de son mandat, durant toute l'année 2011, Nicolas Sarkozy, s'il lui a réellement emprunté de l'argent, a remboursé le peuple libyen sous la forme de bombes, en détruisant son pays, en massacrant ses enfants, en organisant le lynchage suivi de l'assassinat de Muammar Gadhafi, au mépris du droit international, précisément ! Nicolas Sarkozy a quitté la présidence en laissant derrière lui le chaos en Libye ; il conserve néanmoins un titre : criminel de guerre. [Cf. <http://www.francoisepetitdemange.sitew.fr>]

Quant à l'ONDRP, qui vise les personnes (et pas n'importe lesquelles) et qui n'apparaît que dans le dépliant, que vaut-il, après ce qui vient d'être rappelé ? Que valent les Observatoires des Droits de l'Homme qui utilisent le mensonge pour pousser aux guerres contre les peuples ? La méfiance est la règle essentielle à respecter à l'égard de tout Observatoire qui vous observe sans que vous le sachiez à des fins que vous ignorez...

Les deux premières lignes de la lettre adressée aux futur(e)s interrogé(e)s mentionnaient « une importante enquête statistique sur le cadre de vie et la sécurité auprès de personnes résidant en France métropolitaine. » Mais le dépliant ajoute autre chose :

« Elle [l'enquête] est **réalisée pour la première fois en Guadeloupe, Martinique et Guyane** en partenariat avec la Délégation Générale à l'Outre-Mer (DéGéCom). »

À ce point de l'annonce de l'enquête, il est terrible de constater que les colonies françaises sont touchées également par la maladie de persécution des dirigeants français depuis qu'au début janvier 2015 quelques hommes armés ont, non pas tiré dans le tas, sur des anonymes, mais ciblé des personnes précises...

Quel va être le déroulement de cette « enquête », pour ceux-elles qui se sentiront obligé(e)s de répondre... pour ne pas avoir d'ennuis ?

« L'enquêteur vous interroge d'abord sur la **qualité de l'environnement** de votre habitat. » Il s'agit effectivement d'un interrogatoire... Les procédés utilisés, pour mener les enquêtes au maximum de l'indiscrétion, sont toujours les mêmes : les premières questions portent, apparemment, sur quelque chose qui s'annonce, d'emblée, tout à fait sympathique, « la qualité de l'environnement », et qui doit amener l'interrogé(e) à accorder toute sa confiance pour qu'il-elle se mette à table.

« Ensuite, il [l'enquêteur] aborde le thème de l'**insécurité** : cambriolages, vols, agressions, actes de vandalisme dont vous avez pu être victime. » Il est aisé d'imaginer jusqu'où l'indiscrétion peut aller dans ce domaine-là, jusqu'où la personne, qui a pu être victime de ce genre d'actes, va pousser le récit... Surtout si elle vit seule et si elle a besoin de parler : voici, peut-être même, l'enquêteur(euse) obligé(e) de rompre l'avalanche de paroles hors sujet *made* Insee...

Passons de suite aux « **Exemples de question** : »

1^{ère} question :

« Selon vous, votre quartier ou votre village est-il concerné par le problème du bruit ? »

Question idiote, il faut bien le dire. Au moyen-âge, il n’y avait ni mobylette, ni voiture, ni tracteur, ni avion... Les XIX^{ème}-XX^{ème}-XXI^{ème} siècles nous poursuivent de ces gratifications... À l’heure actuelle, est-il possible, pour la majorité des concitoyen(ne)s de se déplacer à mobylette, en voiture, en tracteur, en avion, bref au moyen d’un véhicule à moteur... sans faire de bruit ?

2^{ème} question :

« Vous arrive-t-il de vous sentir en insécurité dans votre quartier ou votre village ? »

Question tout aussi idiote : est-il possible, pour l’être humain – pour chacun(e) de nous –, de dire que jamais il ne s’est senti « en insécurité », à un moment ou à un autre ? Mais de quelle insécurité est-il question ? Et quelle conclusion tirer d’un moment d’« insécurité » ?

3^{ème} question :

« Avez-vous été victime d’un vol de voiture ? »

Ici, ça devient sérieux...

4^{ème} question :

« Avez-vous été victime d’insultes de la part d’une personne qui ne vit pas actuellement avec vous ? »

Là, maintenant, ça devient très sérieux, et, même, franchement intrusif dans la vie de l’enquêté(e). Pour peu que les personnes « interrogées » soient désunies, séparées, dépacées, divorcées, alors là, “l’ex” va être le sujet d’une longue litanie de reproches, d’accusations, etc., et rhabillé(e) pour le reste de ses jours.

5^{ème} question :

« Vous sentez-vous en sécurité dans les transports en commun ? »

Autre question idiote : toute personne qui a pris un transport en commun, à un moment ou à un autre de sa vie, peut-elle dire qu’elle n’a jamais eu peur ? Peur de quoi ? de qui ?

Le deuxième volet nous donne un semblant de réponse à la question que nous sommes en droit de nous poser.

« **Pourquoi vous ?** »

Les indications ne manquent pas de piquant...

« **Afin de disposer de résultats représentatifs de l’ensemble de la population, il est inutile d’interroger chaque individu** : ce serait coûteux et long. C’est pourquoi l’Insee réalise des sondages. » Voilà ! Le terme est lâché : « sondages ». Et nous voici, Michel J. Cuny et moi-même, les heureux(se) élu(e)s parmi les élu(e)s, obligé(e)s de répondre à un interrogatoire dont le traitement échappe complètement à notre responsabilité.

« Pour cette enquête, 31.500 logements ont été tirés au sort. **Vous habitez un de ces logements.** » Comme les 31.499 autres logements, le logement de Michel J. Cuny et Françoise Petitdemange a été tiré au sort. Il est content, le logement.

Mais comment donc cela s’est-il fait ? Dans un chapeau, il y avait des billets : château, chaumière, mesure, studio, villa, appartement, chambre meublée, hôtel particulier, appartement meublé, maison de lotissement, cartons, etc. Et puis, une jeune fille, au sourire engageant, a plongé sa petite main, en fermant les yeux, sous l’œil bien ouvert de maître Insee, dans... le fichier du recensement pour nous désigner comme ayant gagné le gros lot : un interrogatoire obligatoire.

Quant à l’enquêteur qui va sonder les consciences...

« Il est muni d’une **carte officielle et tenu au secret professionnel** »... voilà qui est rassurant. Petit problème... sans préjuger des compétences de tel(le) ou tel(le) chômeur ou chômeuse qu’il faut occuper, la « carte officielle », fait-elle l’« enquêteur » et garantit-elle le « secret professionnel » ?... La suite est claire : « Il réalise l’enquête sur micro-ordinateur portable. » Le micro-ordinateur portable, comme tout le monde sait, est un gage de discrétion absolue.

Enfin, à la clôture du beau dépliant... Attention ! Nouvelle constatation : ce dernier volet est un peu plus compliqué que le premier, toujours du niveau CE (Cours Élémentaire, mais 2^{ème} année) de l’école primaire.

Question/Réponse :

« À quoi servent les informations collectées par l’Insee ?

Les enquêtes de l’Insee servent à **alimenter des études économiques et sociales** qui intéressent un large public. » Dans quel sens faut-il prendre cette expression « qui intéressent un large public » ? Il n’y a pas de réponse...

« Chaque année, **250.000 questions** sont adressées à l’Insee. » Lesquelles, par exemple, que chacun(e) de nous rie un peu ?

« Elles émanent d’horizons les plus divers : **journalistes, entreprises, enseignants, chercheurs, pouvoirs publics, collectivités locales, administrations ou particuliers.** » « Elles émanent d’horizons les plus divers » : de la moyenne bourgeoisie qui vit de la rente ponctionnée sur le travail productif et qui ne sait plus quoi faire pour enfumer le monde. Ne s’agirait-il pas, pour la bourgeoisie, d’établir un système de surveillance de l’ensemble de la population et, principalement, des chômeurs(euses), des ouvriers(ères), des sans abri..., mais aussi des fortes têtes qui ne s’en laissent pas conter avec ces histoires d’enquêtes d’opinions, de sondages, etc., et qui résistent à l’intrusion de l’État dans la vie intime de chacun(e) d’entre les hommes et les femmes de notre pays ?

Quant à monsieur Michel Cuny et madame Françoise Petitdemange, il-elle sont ravi(e) de voir que l’Insee de Rhône-Alpes est prêt à leur demander une interview – non pas sur leurs métiers d’écrivain et d’écrivaine, mais sur leurs voisin(e)s – palliant ainsi piteusement le peu d’empressement manifesté, durant des décennies, par les « journalistes » pour leur tendre le moindre micro, la suppression de leur liberté d’expression dans les médias pendant... 39 ans, et l’absence de la majorité de leurs ouvrages des rayons des bibliothèques de lecture publique dans la région et, même, dans toute la France.

Françoise Petitdemange, 15 février 2015